Hannah Einhaus lance un appel au Parlement et au gouvernement de la ville de Berne

Chers membres du Conseil municipal et du Conseil communal de Berne,

« Quiconque tolère la haine et l'incitation à la violence est un fossoyeur de la démocratie. »
Je tiens à vous rappeler cette citation de l'avocat bernois Georges Brunschvig à l'occasion du troisième anniversaire du 7 octobre, quatre jours avant la prochaine manifestation violente intitulée « Nous reviendrons, abattons le sionisme » (voir photo). Je vous écris en tant que Bernoise, en tant que Suissesse, en tant que femme, en tant que Juive.

Des messages haineux, des symboles de violence et des menaces de mort à l'encontre des Juifs («sionistes») s'affichent quotidiennement sur les murs de Berne. Depuis 1 097 jours. Ils ont bouleversé ma vie à Berne. Non pas à cause de Netanyahou et de l'armée israélienne. Ni à cause des critiques à leur encontre. Les triangles rouges du Hamas et les slogans tels que « Kill your local Zionists », « Death to the IDF » ou encore « Nous abattons le sionisme » ne constituent pas une critique. Ils appellent à l'anéantissement du seul État juif. Ce faisant, ils refusent aux Juives et aux Juifs du monde entier le droit de vivre en toute autonomie. Y compris à moi, ici à Berne.

L'autodétermination juive peut signifier la souveraineté nationale, incarnée par l'État d'Israël. Mais pour moi, en tant que Juive vivant à Berne, l'autodétermination signifie également d'afficher ouvertement mon identité. « Mort au sionisme » me dit : ce n'est qu'en niant mon identité juive, ce n'est qu'en rejetant l'existence d'Israël que je suis une bonne juive. En bref : seul un juif invisible, voire mort, est un bon juif.
Berne compte une communauté juive depuis 1848. Depuis 1871, les citoyennes et citoyens juifs jouissent en Suisse des mêmes droits et obligations que les autres. Pourtant, depuis près de 1 100 jours, porter une étoile de David en collier, une kippa sur la tête, voire même tenir une conversation en hébreu, est devenu un facteur de risque dans la vie quotidienne à Berne. Une raison essentielle à cela : on ferme les yeux sur la haine envers les Juifs («sionistes») à Berne. Une menace de mort est tolérée au nom de la liberté d'expression.

Lorsque j'organise – comme récemment au Progr – un événement sur un thème juif (www.tayelet70.ch), j'ai besoin d'une sécurité privée, car l'espace public tolère cette haine. Une part importante de mon maigre budget culturel (sans fonds publics !) est consacrée aux frais de sécurité.
– Parce que cette ville se permet de fermer les yeux lorsqu'il s'agit des Juifs

(«sionistes»).
– Parce que, dans cette ville, il est acceptable qu'une foule portant des keffiehs se rassemble dans la cour du Progr, attaque une manifestation pacifique contre l'antisémitisme et, par la suite, marque sur Instagram certains policiers d'un triangle rouge.
– Parce que, dans cette ville, il est possible de jeter des pierres et d'être relâché après son arrestation si la personne arrêtée dispose justement des bonnes relations au sein de la justice.
– Parce qu'une association située au Bollwerk 39/41 peut inviter le coordinateur européen de Samidoun, un mouvement proche du FPLP, qui célèbre le 7 octobre comme le triomphe de la « résistance ».
– Parce que près de 30 « zones sans apartheid » à Berne prétendent faire une bonne action en écartant les Juifs (« sionistes »). C'est une absurdité postcoloniale.

Parce qu'à Berne, la volonté politique nécessaire pour garantir une ville sûre pour tous fait défaut.

Je remercie tous ceux qui ont déjà fait preuve de courage au cours des trois dernières années. Dans cette salle du Conseil, ils sont malheureusement restés jusqu'à présent une petite minorité. Or, pour lutter contre la haine et la violence, il faut une position claire et largement soutenue. De la part de chacun et de chacune d'entre vous.

J'attends de vous TOUTES, en tant qu'élues démocratiques, que vous preniez au sérieux votre mission en matière de sécurité publique.
Cela vaut aussi bien pour dimanche prochain que pour les 364 autres jours de l'année.

On peut critiquer « l'État » ou « le capital » ici comme partout ailleurs.
Mais il n'est pas acceptable de jeter des pierres sur les policiers, qui servent de boucs émissaires au nom de l'État.
Soutenez ces personnes qui assurent notre sécurité publique, y compris dimanche prochain.
Et ne tolérez pas que, lors d'actes de violence, les auteurs soient relâchés en fonction de leurs relations.

On peut critiquer l'État d'Israël, sa politique d'occupation et la guerre de Gaza.
Mais il est inacceptable de prendre pour boucs émissaires les Juifs (qualifiés de « sionistes » de manière péjorative) de Berne en les accablant de propos haineux et

d’appels à la violence.

La sécurité publique concerne tout le monde.
Il est inacceptable de devoir subir la haine et la violence parce que les responsables politiques bernois détournent le regard.
En tant que Juive à Berne, je ne suis pas disposée à dissimuler mon identité.
Il est inacceptable de devoir prendre en charge à titre privé les frais de sécurité liés à la culture à Berne, sous prétexte que des absurdités postcoloniales («résistance») sont actuellement «à la mode» et largement tolérées.

Depuis le courriel que je vous ai adressé il y a un an, la haine a malheureusement continué à se propager à Berne et s’est même implantée dans 30 lieux (les « Apartheid Free Zones »). La « résistance » contre les « Zios » vise à la fois « Netanyahu » et les autorités locales…

La haine ne commence pas avec le « Black Block » violent.
La haine commence dans les esprits. La lutte contre celle-ci aussi.
En tant qu’élus, prenez position contre la haine. Vous le devez à vos électeurs.

Veillez à instaurer un climat d’intégration et de diversité qui englobe les Juifs et les Juives (terme péjoratif : « sionistes »), leur vie quotidienne, leur identité et leur vie culturelle. Non seulement pour le bien des Juifs et des Juives, mais aussi pour la sécurité et l’intégrité de TOUS.

Si vous, élues et élus, prenez au sérieux la démocratie et l’État de droit, ne fermez pas les yeux sur les appels à la haine et à la violence à l’encontre de certains groupes (actuellement : les Juifs, également qualifiés de « sionistes » ou de « flics »). Sinon, vous risqueriez, à long terme, de creuser la tombe de notre démocratie – et, par là même, la vôtre.

Cordialement

Dr Hannah Einhaus
Historienne, journaliste, organisatrice d’événements culturels